

Valentine Zuber

La laïcité en débat

au-delà des idées reçues



Le Cavalier Bleu
EDITIONS 

La laïcité en débat

au-delà des idées reçues

La laïcité en débat

au-delà des idées reçues

Valentine Zuber

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. Les auteur-e-s les prennent pour point de départ et apportent ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Valentine Zuber

Directrice d'études à l'École Pratique des Hautes Études à Paris, elle est titulaire de la chaire de « Religions et relations internationales ». Historienne de formation, elle s'est d'abord spécialisée dans l'histoire de la tolérance religieuse et du pluralisme en Europe. Elle a particulièrement travaillé sur les formes prises la laïcité en France et dans le monde. Elle s'intéresse actuellement aux rapports historiques entretenus entre le christianisme et les droits de l'Homme. Elle travaille enfin sur les paradoxes de la défense de la liberté de religion et de conviction dans le monde, dans le cadre de l'universalisation des droits de l'Homme.

De la même auteure

- *L'Origine religieuse des droits de l'homme. Le christianisme face aux libertés modernes*, Genève, Labor et Fides, (2017).
- *Les Laïcités dans le monde*, Paris, La Documentation photographique, (2017).
- (dir.), *La Liberté religieuse*, Paris, Van Dieren éditeur, collection « Débats », 2017.
- *Le Culte des droits de l'homme*, Paris, Gallimard, 2014.
- *Les Conflits de la tolérance, Michel Servet entre mémoire et histoire (XIX^e-XX^e s.)*, Paris, Honoré Champion, 2004.
- (avec Jean Bauberot), *Une haine oubliée. L'antiprotestantisme avant le pacte laïque (1870-1905)*, Paris, Albin Michel, 2000 (prix Eugène Colas de l'Académie française, 2000).

sommaire

Introduction.	11
--------------------	----

La longue construction historique du concept de laïcité

« La laïcité est une exception française. »	17
« Le modèle français de laïcité est uniforme. »	25
« La vraie laïcité exige une stricte séparation entre les Églises et l'État. »	33
« La laïcité n'est pas un concept exportable. »	41
« La laïcité est universelle. »	47

La laïcité en France, valeur républicaine ou pratique démocratique ?

« La laïcité est une antireligion. »	57
« L'islam est incompatible avec la laïcité. »	63
« La laïcité protège les droits des femmes. »	71
« Les religions doivent être reléguées à l'espace privé. »	79

La laïcité et les institutions de la République

« La laïcité doit s'imposer aux individus et à la société. » ...	89
« L'État laïque ne doit entretenir aucune relation avec les religions. »	95
« Les agents du service public ne bénéficient pas de la liberté religieuse. »	103

« La pratique religieuse est interdite dans les institutions publiques. »	111
« La laïcité permet une réelle égalité de traitement des différentes religions. »	119

La laïcité à l'école

« L'école est forcément laïque. »	129
« Les signes religieux sont tous interdits à l'école. »	137
« On ne parle pas de religion à l'école. »	145
« La morale laïque est incompatible avec les morales religieuses. »	153

Conclusion.161

Annexes

Chronologie	167
Pour aller plus loin	183

définition

Laïcité n. f.

Le mot laïque dérive de l'adjectif grec *laïkos* lui-même issu du substantif *laos*, le peuple. Ce terme a été employé dans les premières communautés chrétiennes pour désigner ceux qui, simples fidèles, n'exerçaient pas de responsabilités proprement religieuses. Ce vocable a été ensuite employé au Moyen Âge sous la forme populaire du substantif *lai*, et plus savante, *laïque*, tous deux dérivés du latin *laicus*. Il était utilisé pour désigner les membres des communautés monastiques qui n'avaient pas prononcé de vœux et qui faisaient office de domestiques dans les couvents.

Le terme se comprend mieux si on l'oppose à son antonyme clerc *klerikos* qui veut dire « élu » en grec et qui s'est traduit par *clericus* en latin. L'élu désigne donc d'abord, dans l'Antiquité romaine, le chrétien face aux païens, puis dans la société chrétienne, le chrétien par rapport aux membres du clergé. Par la suite le français a créé l'adjectif clérical qui s'oppose directement à laïque. Par extension est clérical celui qui s'estime supérieur au reste du peuple et investi d'une mission divine. Est laïque au contraire celui qui émane du peuple et porte les aspirations du plus grand nombre.

Le néologisme « laïcité » apparaît assez tard en France au cours du XIX^e siècle, au moment des débats sur la laïcisation de l'État, c'est-à-dire de son émancipation politique vis-à-vis des principes religieux de l'Église catholique. Ferdinand Buisson, l'un des principaux collaborateurs de Jules Ferry, donne en 1882 la première définition de l'État laïque dans son article « Laïcité » tiré du *Dictionnaire de Pédagogie* : « L'État laïque est un État neutre entre les cultes, indépendant de tous les clergés, dégagé de toute conception théologique. »

introduction

La laïcité est une notion extrêmement polymorphe, à la fois dans le temps et dans l'espace, et c'est ce qui explique en partie les nombreux et incessants débats qu'elle provoque. La Laïcité (avec un grand L) n'existe donc pas, il n'y a que des formes diverses et contextualisées de laïcité, issues de processus historiques de laïcisation, tous distincts.

Le processus de laïcisation se déroule depuis à des degrés divers selon les pays, avec une chronologie propre à chaque construction nationale. Il concerne tous les États de droit sans exception, qu'ils soient occidentaux ou non.

Les formes prises par la laïcité (ou la sécularité pour les pays anglo-saxons) dans les pays qui s'en réclament dépendent grandement de leur histoire mais aussi de leur contexte culturel et social. Il n'y a pas une laïcité, mais bien des formes différentes de laïcité : de même qu'il n'y a pas une seule bonne manière de gouverner, il n'y a pas une seule forme d'expérience laïque possible dans les relations entretenues entre les États et les religions.

La laïcité n'est jamais un acquis définitif, elle ne cesse de se transformer (soit en se renforçant, soit en s'étiolant suivant la coloration des décisions prises par les gouvernements politiques). En ce sens, les chercheurs décrivent plus volontiers des degrés différents dans le processus de laïcisation de tel ou tel pays que de laïcité en tant que système achevé. Ce qui permet de qualifier et de mesurer le degré de

laïcité dans un État, c'est bien plus l'évaluation de son degré d'inscription dans un processus de laïcisation juridique qui est toujours un processus en cours.

Le processus d'autonomisation progressive d'un point de vue politique et social entre les Églises, les États et les sociétés – processus inauguré avec la Réforme, théorisé avec la philosophie des Lumières et mis en pratique à partir de la Révolution française – a été qualifié par les historiens et sociologues du religieux de processus de laïcisation et de sécularisation. La laïcisation d'un État est bien un processus politique qui se distingue de la progressive sécularisation des différentes sociétés.

La séparation des domaines de compétence des États et des religions, la dissociation progressive de la citoyenneté et de l'appartenance religieuse relèvent du processus de laïcisation. La promotion de la liberté religieuse (individuelle ou collective) et l'appel au respect du principe de non-discrimination pour raison religieuse ou philosophique relèvent en revanche du processus de sécularisation.

Il faut donc bien distinguer la laïcité comme instrument politique, de la sécularisation qui qualifie la plus ou moins grande distance des valeurs portées socialement vis-à-vis des religions et de leurs expressions publique ou privée. La laïcité ne peut donc pas qualifier une société (pour le chercheur parler de société laïque est une absurdité...), mais simplement un système politico-juridique (la République est laïque).

Or les débats en cours depuis plus d'une trentaine d'années en France sur la définition et la place à donner au principe de laïcité dans la République ont singulièrement contribué à obscurcir les enjeux réels de cet important

concept dans notre culture nationale. À la fin des Trente Glorieuses, la laïcité de l'État n'était plus invoquée qu'à l'occasion des décisions contestées de ce dernier vis-à-vis du statut et du financement de l'école privée – majoritairement confessionnelle. La loi Debré de 1959, ainsi que ses suites légales, a ainsi prolongé le traditionnel « conflit des deux France » par le « conflit des deux écoles ». Celui-ci a culminé avec deux manifestations d'envergure qui ont signées l'apogée de cette confrontation. La première, en 1984, a mobilisé un million de personnes pour la défense de l'école dite « libre ». Elle a abouti à l'abandon par le gouvernement socialiste de son projet de Service public unifié de l'Éducation nationale (SPULEN porté par le ministre Alain Savary). La seconde, comme un écho à dix années d'intervalle (1994), a rassemblé à peu près le même nombre de manifestants pour la défense de la laïcité du système public et la limitation drastique du financement public des écoles privées largement étendu par le projet de loi porté par François Bayrou (lui aussi abandonné).

Au même moment, un phénomène inédit a contribué à orienter différemment les prises de position à propos de la laïcité et celles-ci n'en finissent pas de résonner dans la sphère politico-médiatique jusqu'à aujourd'hui. Lorsque deux jeunes filles d'un collège de la région parisienne ont été exclues de leur établissement par le principal, en 1989, en raison du port d'un voile islamique, la laïcité a recommencé à envahir le débat public. Axé sur le problème sociétal posé par la visibilité religieuse des usagers du service public, il a alors, selon certains, outrepassé largement les préceptes premiers qui définissaient originellement le principe de la laïcité républicaine, à savoir la seule exigence de neutra-

lité imposée aux représentants de l'État. Depuis, le débat s'est focalisé sur les revendications identitaires de certains musulmans, dans un contexte aggravé par les attentats islamistes. Le curseur s'est donc déplacé et une revendication laïque de type plus philosophique, à la fois antireligieuse et antimusulmane, s'est substituée à la tradition d'apaisement politico-juridique issue de la loi de séparation des Églises et de l'État, et de ses applications administratives. C'est à l'éclaircissement des attendus de ce débat, si passionnel et parfois si confus, que cet ouvrage est entièrement consacré.

LA LONGUE
CONSTRUCTION
HISTORIQUE
DU CONCEPT
DE LAÏCITÉ

« La laïcité est une exception française. »

*Le concept de laïcité, et celui inséparable de liberté de conscience,
n'a donc rien de spécifiquement et d'exclusivement français.
Il a d'ailleurs été pensé également ailleurs, en d'autres temps,
et par des hommes d'autres pays, d'autres cultures.*

Blog 1984, 2 juin 2005

La laïcité s'appuie conceptuellement sur l'idée de la séparation des sphères temporelles et spirituelles contenue dans le message évangélique qui intime aux hommes de « rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » (Mathieu, 22.21). Mais c'est un concept politique qui est essentiellement issu de la modernité occidentale apparu au lendemain de la partition de la chrétienté médiévale. Il a lentement émergé au sein des sociétés européennes à partir du xvi^e siècle marqué par de longues et sanglantes guerres politico-religieuses. Ses modalités d'application se sont progressivement forgées dans les réflexions juridico-politiques émises par toute une série d'auteurs qui ont successivement tenté de penser l'autonomie de l'État moderne et la manière dont celui-ci pouvait régir pacifiquement la pluralité religieuse apparue au lendemain de la partition confessionnelle de la chrétienté occasionnée par l'irruption traumatique de la Réforme protestante.

L'idée (sinon le terme) de laïcité s'est affirmée en même temps que se sont construits les États-Nations au lendemain des Traités de Westphalie de 1648. Ces derniers qui

soldaient la guerre de Trente ans, qui avait bouleversé la géopolitique européenne, ont contribué à définir une toute nouvelle conception de la souveraineté nationale. Les traités reconnaissaient par ailleurs l'existence légitime et légale de trois confessions chrétiennes différentes en Europe, la catholique, la luthérienne et la calviniste. Ils réservaient aux princes le droit d'imposer leur propre choix religieux à tous leurs sujets et faisaient du domaine religieux une prérogative de l'État souverain qui avait le droit de le gérer librement sans craindre de contrainte internationale. Cette laïcisation progressive des relations internationales a permis dans un premier temps, et au grand mécontentement du Saint-Siège (catholique), de s'émanciper des dogmes religieux dans leurs relations diplomatiques.

Dans les pays protestants, les princes sont généralement devenus les chefs d'Églises nationales indépendantes en subordonnant à leur pouvoir politique toutes les prérogatives religieuses. Dans les pays catholiques, les souverains, toujours théoriquement soumis à la souveraineté spirituelle du pape, chef de l'Église universelle, se sont peu à peu arrogés la direction et les modalités d'organisation du culte catholique sur leur territoire, selon des principes régaliens. Tous les princes d'Ancien Régime ont de plus procédé à une première laïcisation du droit qui a permis de progressivement détacher un ensemble de règles politiques et civiles des prescriptions de nature proprement religieuses.

Ce sont les principes politiques issus des Révolutions américaine et française qui ont permis d'approfondir encore la laïcisation irréversible des États-Nations modernes. Substituant à la traditionnelle tolérance civile des minorités religieuses, le principe de liberté religieuse accordée à tous

les sujets ou citoyens d'un État, ces principes ont permis la reconnaissance institutionnelle d'une véritable citoyenneté – égale pour tous – et indépendante de l'identité religieuse propre de chacun. Ce divorce inéluctable entre l'État moderne et les religions s'est accompli de manière soit relativement brutale, soit plus progressive. Dans le premier cas on parle de processus de laïcisation, car c'est l'État qui s'est auto-émancipé dans le cadre d'une lutte politique déclarée face aux prétentions de l'Église catholique en ce domaine. La laïcité y a été instaurée autoritairement par des lois civiles (création d'un état-civil, de systèmes – juridique, de santé et d'éducation – étatiques qui ont permis la dissociation nette entre loi civiles et lois religieuses). Dans le deuxième cas, on parle plutôt de processus de sécularisation car les religions traditionnellement soumises d'un point de vue légal à l'État se sont progressivement sécularisées en même temps que ce dernier qui n'a pas eu besoin de l'imposer (acceptation du pluralisme doctrinal et du fonctionnement démocratique en leur sein).

Le contenu de la sphère proprement laïque garantie par l'État s'est précisé et enrichi au fil des années, à des rythmes différents selon les espaces considérés. Cela s'est illustré par la fin des discriminations raciales ou religieuses, l'abolition de l'esclavage, la naissance d'un état-civil laïque, la mise en place d'un mariage et d'un divorce civil, l'égalité civile et politique reconnue à tous les citoyens (jusqu'au droit de vote accordé aux femmes), la mise en place d'une éducation régie par l'État, d'une justice unique applicable à tous et l'organisation étatique de la santé. Ce transfert progressif des compétences sociales autrefois dévolues aux différentes Églises ont affecté l'ensemble des États modernes au cours

des XIX^e et XX^e siècles. Ils ont accompagné le développement économique et social propice à l'apparition des sociétés civiles et ont contribué à incarner la mise en place de l'idéal démocratique et libéral. Le principe de laïcité est désormais une réalité partagée dans plusieurs pays dans le monde, essentiellement cependant dans les États de droit qui se reconnaissent dans un fonctionnement démocratique et qui accepte l'expression sans restriction du pluralisme religieux et convictionnel dans la société.

Le modèle français de séparation des Églises et de l'État, issu de la loi de 1905, n'est qu'un modèle de laïcité parmi d'autres. Par ailleurs, loin d'être une invention française, ce modèle séparatiste a été instauré légalement aux États-Unis d'Amérique un siècle et demi avant la France. C'est en effet avec le premier amendement à la Constitution fédérale adopté en 1791 qui, en plus de la liberté d'expression, de la presse et d'association garantie à tous, stipule que « le Congrès n'adoptera aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou à l'interdiction de son libre exercice ». En 1802, Thomas Jefferson écrivait que la Constitution américaine avait, selon lui, créé « un mur de séparation entre l'Église et l'État ». Celui-ci ne s'appliquait jusqu'alors qu'à l'État fédéral, les États fédérés restant libres du choix de leurs relations stato-religieuses. Mais en 1868, le 14^e amendement à la Constitution a finalement consacré la séparation des Églises et de l'État dans tous les États américains sans exception. Il est par ailleurs strictement interdit à l'État de financer quelques manifestations ou organisations religieuses que ce soit.

De la même façon, le Mexique a devancé la France (et lui a même servi de modèle lors de l'abandon du système

et aussi au Cavalier Bleu

- *Le Féminisme au-delà des idées reçues*, Christine Bard
- *Les Femmes dans la société*, Yannick Ripa
- *Les Fils de la Réforme*, Sébastien Fath
- *Les Générations issues de l'immigration*, Peggy Derder
- *Idées reçues sur le Bouddhisme*, Bernard Faure
- *Idées reçues sur le Coran*, Michel Cuypers et Geneviève Gobillot
- *Les Lieux du judaïsme*, Régine Azria
- *La Nation*, Gil Delannoi
- *La Révolution française*, Jean-Clément Martin
- *Le Vatican : du mythe à la réalité*, Nicolas Steeves

...

Ouvrage parrainé par l'Observatoire de la laïcité

Référent national sur toute question d'application du principe de laïcité et de gestion des faits religieux, l'Observatoire de la laïcité assiste le Gouvernement dans son action, établit chaque année un état des lieux précis du respect de la laïcité, déploie et pilote des formations à la laïcité ou à la gestion des faits religieux dans les différents secteurs concernés, propose et participe à la mise en œuvre de politiques publiques sur la laïcité, et répond quotidiennement aux sollicitations d'élus, de managers, d'associations et de citoyens.

L'Observatoire de la laïcité est composé de 21 membres (parlementaires de la majorité comme de l'opposition, personnalités qualifiées en raison de leurs compétences sur la laïcité, membres de droit représentant les différentes administrations concernées), a pour rapporteur général Nicolas Cadène, et est présidé par Jean-Louis Bianco.

Pour en savoir plus :

www.laicite.gouv.fr

Éditeur : Marie-Laurence Dubray

Remerciements de l'éditeur à : Anne-Laure Marsaleix

© Le Cavalier Bleu - 5, avenue de la République - 75011 Paris.

www.lecavalierbleu.com

« idées reçues » est une marque protégée.

Couverture : © Mademoiselle

Imprimé en France par CPI Firmin Didot en août 2017. 142507

ISBN 979-10-318-0231-2 / Dépôt légal : septembre 2017

ISSN 1964-700X